

Afin de favoriser les transports collectifs, d'améliorer les déplacements et le confort des usagers vers le centre-ville, des parcs-relais dénommés « PARCAZUR » sont aménagés par la Métropole Nice Côte d'Azur.

Les conditions d'utilisation desdits parcs sont énoncées dans le présent Règlement Intérieur, en application du Décret n°2019-726 du 9 juillet 2019, du Code des Transports et des dispositions du Code de la Route (notamment l'Article R 417-12).

Le règlement du réseau des transports publics de la Métropole Nice Côte d'Azur (Lignes d'Azur) fait partie intégrante du présent règlement. A ce titre, ses dispositions s'appliquent en complément des spécificités dudit règlement.

ARTICLE 1

Le terme «client» désigne, dans le règlement, le titulaire d'un droit de stationnement, et non de garde, dans le parc-relais « Parcazur » octroyé par un titre de transport validé le jour-même sur une des lignes à tarification urbaine de « Lignes d'Azur » qui doit correspondre au minimum à un aller-retour, pour une durée maximale d'une journée (moins de 22 heures consécutives); étant précisé que **le stationnement est interdit en dehors de cette tranche horaire.**

L'exploitant se réserve la possibilité de mettre en place des titres de transports spécifiques et limités dans le temps permettant de stationner dans le « Parcazur » pour une durée maximum déterminée.

Le titre « Parcazur Culture » fait exception aux obligations des règles de validation et permet le stationnement sans emprunter le réseau de transport public de la Métropole Nice Côte d'Azur.

Les clients sont tenus d'observer le présent règlement qui sera affiché visiblement à l'entrée du parc. Les préposés de l'exploitant sont chargés de le faire respecter comme il est dit à l'Article 10. Les clients doivent également respecter les consignes qui pourraient leur être données par les préposés. L'usage du parc relais implique l'acceptation du présent règlement intérieur.

ARTICLE 2

L'ensemble de l'ouvrage constitue un parc de stationnement ouvert exclusivement aux usagers du réseau « Lignes d'Azur » ainsi qu'aux clients multimodaux abonnés PASS SUD AZUR intégrant la Zone 4 (Métropole Nice Côte d'Azur) justifiant d'un titre de transport validé le jour-même sur une des lignes à tarification urbaine de « Lignes d'Azur » ou d'une ligne TER06.

L'accès au « Parcazur » est destiné uniquement aux véhicules de tourisme, à condition de respecter les emplacements qui leur sont réservés. L'accès et le stationnement de véhicules sont interdits aux personnes qui ne sont pas usagers du réseau « Lignes d'Azur » conformément aux dispositions qui régissent les parcs-relais.

L'exploitant met à la disposition des clients un emplacement dans la limite des possibilités d'accueil. Les places de stationnement équipées de bornes de recharge électriques, et identifiées par un logo peint au sol ou affiché, sont réservées exclusivement aux véhicules électriques et hybrides le temps de la recharge.

ARTICLE 3

La présence des clients n'est permise, dans le « Parcazur », que dans la mesure où elle se justifie par des opérations liées au stationnement de leur véhicule correspondant au contexte de report modal nécessaire à leur déplacement en transport collectif, pour le temps raisonnable nécessaire à ces opérations. Les piétons circulant dans le parc doivent emprunter les bandes de circulation à l'exclusion des emplacements réservés au stationnement même s'ils ne sont pas occupés.

ARTICLE 4

Pour accéder à l'aire de stationnement le client du parc doit se présenter dans son véhicule aux barrières d'accès disposées à l'entrée de l'ouvrage (boucles de détection ou lecteur de plaques d'immatriculation).

Le titre de transport devra être validé en sortie du parc par des appareils prévus à cet effet et placés devant les barrières.

Pour sortir du « Parcazur » sans franchise, le client doit être resté stationné moins de 22 heures consécutives, et justifier d'un titre de transport validé à l'aller et au retour durant cette plage horaire sur une des lignes à tarification urbaine de « Lignes d'Azur ». Le titre de transport devra être contrôlé en sortie du parc par des appareils prévus à cet effet et placés devant les barrières.

Dans l'éventualité où le client ne disposerait pas d'un titre permettant la sortie son véhicule, alors il est prévu un titre de régularisation P+R vendu au tarif de 25 euros dans les distributeurs de titres de transport qui permettra à ce dernier de sortir son véhicule. (Ce tarif ne s'applique que lorsque le stationnement n'a pas excédé une durée de 22h consécutives). Cette disposition s'applique que dans les P+R équipé d'un système de lecture automatique des plaques d'immatriculation.

Les titres « Solo », « Ticket Azur » et l'abonnement scolaire ne permettent pas de sortir du « Parcazur ».

Lorsque le véhicule est garé dans le parc-relais, le client doit couper le moteur dès l'achèvement de la manœuvre de stationnement et, lors du départ, limiter la durée de marche de son moteur au temps strictement nécessaire à un démarrage convenable.

La mise en stationnement de tout véhicule doit être effectuée de telle façon qu'elle n'empiète pas sur la piste de circulation ou sur l'emplacement voisin.

A l'intérieur des limites du parc de stationnement le propriétaire du véhicule demeure responsable de tous les accidents et dommages qu'il provoque du fait de l'inobservation des prescriptions du présent règlement ou du mauvais état d'entretien de son véhicule. **Le client est tenu de déclarer immédiatement au chef de parc tout accident ou dommage qu'il aura provoqué.**

L'exploitant n'est pas tenu de contrôler l'état du véhicule lors de son accès au parking ; il n'est pas responsable en ce qui concerne le dommage audit véhicule.

ARTICLE 5

Le stationnement dans les parcs-relais « Parcazur » est limité à une durée de 22 heures consécutives réseau tels qu'indiqués sur la signalétique prévue à cet effet. Le « Parcazur » est ouvert 7 jours sur 7 et 24h/24h, y compris les jours fériés (sauf le 1er mai). Aucun véhicule ne peut être présent dans l'enceinte du parc-relais en dehors des jours mentionnés ci-dessus.

Lorsque le conducteur ou le titulaire du certificat d'immatriculation est absent ou refuse - malgré l'injonction écrite des agents apposée sur son véhicule - de faire cesser le stationnement abusif, l'immobilisation et la mise en fourrière de celui-ci peuvent être

prescrits dans les conditions prévues aux articles L.325-1 à L.325-3 du Code de la Route, ainsi que les articles 6 et 80-1 concernant le stationnement des véhicules du Décret n° 2019-726 du 9 juillet 2019 relatif à la sûreté et aux règles de conduite dans les transports ferroviaires ou guidés et certains autres transports publics.

De plus, le client devra s'acquitter d'un « titre de régularisation », d'un montant de 25€ (en cas d'absence de titre de transport), de 50€ (pour un stationnement entre 22 et 24h), 100 € (pour un stationnement entre 24 et 72h), 150 € (pour un stationnement entre 72 et 240h) ou 250 € (pour un stationnement de plus de 11 jours) au Distributeur de Titres de Transport (DTT) du parc-relais ou au local chef de parc.

En cas d'arrêt de travail ou de mouvement social sur le réseau « Lignes d'Azur », de travaux, d'une demande des autorités ou dans l'intérêt général, le parc relais peut être fermé pour toute la durée estimée nécessaire par l'exploitant.

Sont considérés comme abusif le stationnement ininterrompu d'un véhicule dans un parc-relais pendant une durée excédant vingt-deux (22) heures, le stationnement sans titre de transport tel que décrit par l'article 4 ou encore le stationnement en dehors des heures d'ouverture du parc-relais.

En cas d'arrêt de travail ou de mouvement social sur le réseau « Lignes d'Azur », de travaux, d'une demande des autorités ou dans l'intérêt général, le parc-relais peut être fermé pour toute la durée estimée nécessaire par l'exploitant.

ARTICLE 6

A défaut de présentation d'un titre de transport validé dans les 22h précédant la sortie du véhicule sur une des lignes à tarification urbaine de « Lignes d'Azur » qui doit correspondre au minimum à un aller-retour, ou d'un « titre de régularisation », la sortie du parc ne sera pas autorisée. A l'exception des titres de transports spécifiques et limités dans le temps permettant de stationner dans le « Parcazur PEM Cagnes sur Mer » pour une durée maximum déterminée sans emprunter le réseau de transport public de la Métropole Nice Côte d'Azur ou le train

ARTICLE 7

En cas de panne, le véhicule ne sera pas considéré en stationnement abusif et ne fera pas l'objet d'un enlèvement. Le client signalera par tout moyen l'état de panne de son véhicule (signalement gardien, affichage pare-brise...) et fera procéder au retrait de son véhicule au plus tard trente (30) jours après la survenance de la panne. Dans le cas contraire, l'exploitant se réserve la possibilité d'appliquer la procédure maître des lieux prévue par l'article R325-47 du Code de la route afin de faire procéder à l'enlèvement du dit véhicule.

ARTICLE 8

La Régie Ligne d'Azur est exploitante du parc-relais mais n'est pas dépositaire ; elle n'est pas chargée du gardiennage et de la surveillance des véhicules à l'intérieur du « Parcazur PEM Cagnes-sur-Mer » ; elle n'est donc pas responsable des vols et dommages de toute nature qui pourraient survenir pendant les périodes de stationnement.

ARTICLE 9

Les réclamations peuvent être déposées sur le site internet www.lignesdazur.com via le formulaire de contact disponible en bas de page. Pour être valable, la réclamation doit comporter les noms, prénoms et adresse du réclamant, la date de la réclamation, ainsi qu'un exposé succinct mais circonstancié des faits motivant la réclamation.

ARTICLE 10

Tout contrevenant aux dispositions de police du présent règlement est passible des peines prévues aux dispositions du Code Pénal notamment à l'article R 610-5.

L'exploitant peut procéder à tout déplacement de véhicule gênant la bonne exploitation de l'ouvrage.

DISPOSITIONS DE POLICE

- La circulation et le stationnement dans l'enceinte du parc-relais « Parcazur » relèvent exclusivement du Code de la Route. Dès l'entrée dans le parc-relais, les règles suivantes de circulation doivent être observées :
- Tout véhicule suivant un véhicule qui procède à une manœuvre pour se garer doit laisser la priorité à ce dernier. Le client s'appropriant à sortir d'un emplacement doit s'assurer que sa manœuvre ne présente aucun danger vis-à-vis des véhicules roulant sur les allées de circulation auxquels il doit céder la priorité.
- A toute intersection ou rencontre de deux ou plusieurs voies de circulation, les véhicules doivent laisser la priorité à ceux venant de leur droite, sauf prescription contraire, indiquée par un panneau spécial ou signal exprès d'un préposé du parc.
- L'usager doit respecter impérativement la signalisation présente dans le parc et notamment les sens de circulation.
- La vitesse maximum des véhicules sur les pistes de circulation est de **10 km/h**.
- Les dépassements sont interdits.
- La marche arrière n'est autorisée que lors de la manœuvre nécessaire à l'entrée ou à la sortie d'un emplacement de stationnement.
- Le stationnement est interdit sur les pistes de circulation.
- L'accès du « Parcazur PEM Cagnes-sur-Mer » est interdit aux véhicules dont la hauteur excède 1,90 mètres, aux remorques, ainsi qu'aux véhicules GPL non munis de soupape de sécurité.
- La circulation des deux roues et leur stationnement sont strictement interdits à l'intérieur de l'ouvrage. 34 places réservées aux 2 roues motorisés sont mises à leur disposition à l'extérieur, au niveau du Pôle d'Echange Multimodal.
- L'introduction par des clients de matières combustibles, inflammables (en dehors du contenu normal du réservoir de leur véhicule) ou de substances explosives dans l'enceinte du parc est interdite.
- Toute quête, vente d'objets quelconques ou offre de services sont interdites dans les limites du parc.
- Le dépôt d'objets dans le périmètre du parc, quelle que soit leur nature, est également interdit.
- Il est interdit aux clients de laver ou réparer leur véhicule à l'intérieur du parc, de jeter dans le parc ou à proximité immédiate des objets quelconques et notamment chiffons, bidons, bouteilles pouvant nuire à la propreté du parc et à la sécurité publique.

ARTICLE 11

Les bénéficiaires d'un droit de stationnement devront respecter toutes les obligations découlant des dispositions légales en vigueur, ainsi que du présent règlement intérieur.